



Le cri du « Vieux » Rock

Cela faisait douze ans qu'il s'exprimait dans le désert. Ses collègues l'écoutaient poliment quand il prenait la parole, une fois par an, dans l'impressionnant hémicycle du Palais-Bourbon, à l'occasion de la discussion rituelle du budget de l'outre-mer, généralement en séance de nuit. Qui l'entendait ? Il éprouvait chaque fois la fâcheuse impression d'ennuyer ce monde hexagonal avec ses histoires lointaines. Peut-être avait-il le tort d'intervenir toujours posément, sans élever la voix, comme le lui avaient appris les missionnaires de La Conception. Mais il fallait bien que cette métropole méprisante finisse par comprendre ! Or, même la réaction outrée de Yann Céléne Uregeï, se convertissant à l'indépendantisme par dépit, ne l'avait pas émue. Le « Vieux » Rock Pidjot, sage député canaque, prit donc sa plume pour lancer un grand cri, au nom de tous les Calédoniens, le 11 juin 1976, dans les colonnes du *Monde*, sur quatre colonnes et sous le titre « La Nouvelle-Calédonie au bord du naufrage » :

« La France et les Français ne s'intéressent à un territoire lointain, comme la Nouvelle-Calédonie, que lorsqu'il fait parler de lui, et comme les peuples heureux n'ont pas d'histoire, il faut forcément des événements fâcheux pour qu'on en parle et lui porte attention.

« Où en est la Nouvelle-Calédonie aujourd'hui ? La Nouvelle-Calédonie est en train de sombrer dans une crise dont on ne voit

pas la fin, crise accompagnée d'une véritable désespérance de sa population quant à son avenir. C'est maintenant un pays avec un mini-budget, où les finances publiques sont en déconfiture. Les petites entreprises accablées d'impôts, du fait de la crise trop longue, ferment leurs portes les unes après les autres. Le nombre des chômeurs se multiplie. Les jeunes sont sans avenir, sans débouchés.

« Cette situation catastrophique tient à la faillite de la politique économique pratiquée par le gouvernement en Nouvelle-Calédonie : un régime d'administration directe téléguidée de Paris a abouti à la ruine de ce territoire qui avait la réputation d'être le plus riche de tout l'outre-mer français.

« Second producteur mondial de nickel avec plus de 60 % des réserves mondiales, il y a environ vingt ans, la Nouvelle-Calédonie ne détient plus aujourd'hui que 30 à 35 % de ces réserves, du fait de la découverte et de la mise en exploitation du nickel dans de nombreux autres pays.

« Ne disposant toujours que d'une seule usine, en raison de l'incapacité du gouvernement à mettre en pratique une politique de développement (le VI^e plan n'a pas été réalisé et le retard correspondant est très facilement constatable), la Nouvelle-Calédonie ne peut faire face à la progression des nouveaux concurrents sur le marché. Les conséquences en sont les suivantes : perte du marché (2 000 000 de tonnes de minerais au lieu de 4 000 000 sur le marché japonais), baisse des recettes territoriales aggravée par la crise mondiale concomitante, fuite des capitaux locaux non confiants dans l'économie locale et absence d'investissements en provenance de l'extérieur, contraction des circuits commerciaux intérieurs et chômage consécutif à cette baisse générale.

« La politique malthusienne pratiquée sur l'économie calédonienne a abouti à ce véritable désastre financier que représente l'année 1976 et pour lequel aucun remède n'apparaît pour les années suivantes. Le gouvernement laisse le territoire s'en débrouiller tout seul. Plus la mauvaise gestion économique du territoire s'aggrave, plus s'amplifie localement, sur le plan des esprits, la force centrifuge, et, parallèlement, plus s'accroît la politique de resserrement des leviers de commande par le pouvoir central. On en est arrivé à une politique de donnant donnant avec des exigences exor-

bitantes et ruineuses pour la Nouvelle-Calédonie. Car elle repose sur la formule du pâté d'alouette façon Raminagrobis : un bœuf, une alouette.

« Il n'y a pas de pays au monde qui offre autant de contradictions que la Nouvelle-Calédonie. C'est le pays le plus cher du monde mais on veut y développer le tourisme. C'est un des pays qui compte le plus d'autos par habitants mais le revenu moyen d'une famille mélanésienne de quatre personnes, vivant en tribu, est de deux mille francs français par an, c'est-à-dire le vingtième du salaire mensuel moyen distribué à Nouméa par la SLN. C'est un pays où les autochtones, qui représentent la moitié de la population, sont les seuls à ne pas être propriétaires des terres sur lesquelles ils vivent mais où trois gros propriétaires fonciers possèdent le tiers des terres données en concessions lors de la colonisation française (90 000 hectares sur 280 000). C'est un pays qui n'a qu'une seule branche de production : le nickel, mais dont toute l'économie locale (agriculture, commerce, artisanat) est soumise totalement aux intérêts du haut commerce d'importation.

C'est un pays où certains Blancs commencent à avoir peur des Noirs et se croient menacés de faire un jour prochain la valise mais où la moitié des Mélanésiens sont des gens sans terre à qui on a fait faire la valise il y a cent ans et qui sont, aujourd'hui encore, la valise à la main, sans que cela empêche de dormir les bien nantis. A vingt-quatre ans de l'an 2000, tout cela est stupéfiant !

« La Nouvelle-Calédonie attend toujours sa décolonisation. Tous les autres pays du Pacifique sont devenus des pays indépendants ou autonomes : Fidji, Samoa, Tonga, Nauru, Nouvelle-Guinée, îles Cook. Il n'y a plus que la France qui conserve, sous de nouvelles dénominations, de véritables colonies, avec ministres de tutelle à Paris, et sur place des gouverneurs ou des administrateurs. C'est un fait patent qu'aucune structure coloniale de la Nouvelle-Calédonie n'a changé depuis le début du siècle.

« Il faut savoir que la situation des Mélanésiens est de plus en plus intolérable. Non seulement ils ne sont propriétaires des terres sur lesquelles ils vivent, mais la loi Billotte a supprimé leurs collectivités locales et le projet de M. Stirn ne contient plus aucune trace des éléments administratifs du statut coutumier garanti cependant

par la Constitution. Les langues vernaculaires sont bannies de la radio, de la télévision et de l'enseignement. En un mot, la culture mélanésienne n'a aucune existence légale, ni aucune aide spécifique.

« L'Union calédonienne va bientôt tenir son congrès. Créé il y a un quart de siècle, ce mouvement politique, dont je suis le président, prendra mesure du temps qu'il nous reste avant l'horizon 2000, pour réaliser une décolonisation indispensable et inéluctable. C'est le préalable à toute promotion des Mélanésiens, à toute évolution réelle des institutions, à tout développement réalisé en priorité au profit des habitants de la Nouvelle-Calédonie, qu'ils soient noirs ou blancs.

« Nous avons toujours, depuis vingt-cinq ans, et inlassablement réclamé un statut d'autonomie qui est promis par le préambule de la Constitution. Nous sommes tous pour le maintien des liens avec la France, ce qui est réalisé par l'autonomie. Mais si le statut du territoire ne débouche pas sur l'autonomie à brève échéance, et avant 1978, il y a de fortes chances que les Calédoniens envisagent, pour la survie de leur collectivité, de se tourner vers l'indépendance, en désespoir de cause, la départementalisation étant pour eux, de toute façon, inadmissible et inacceptable. »

Le « Vieux » Rock, lui aussi, voyait juste.

Le vote des ignames

Un soir d'été austral, en décembre 1976...

Jean-Marie Tjibaou est revenu à Tiendanite pour célébrer avec les siens la fête des ignames. Comment dit-on heureux en canaque ? Sans doute est-ce le même mot que pour dire famille... Nulle part ailleurs il ne ressent jamais la même impression qu'ici, au fond de cette vallée magique où chaque parcelle de terre, chaque rocher, chaque pin colonnaire et chaque *kaori* réveille instantanément des bouffées de parfums et d'images remontant du puits de sa jeunesse. Aucun Blanc, fût-il de Hienghène, ne disposera jamais de ce pouvoir ancestral de communier physiquement avec les éléments naturels et de percevoir leurs messages. L'oncle Fidéli possédait cet art secret. Jean-Marie a retenu ses conseils et, maintenant, il sait, lui aussi, apprivoiser le grand esprit de la Terre que dans les églises on appelle Dieu.

Les hommes, assemblés suivant le rite coutumier, parlent de la récolte. Chacun explique gravement comment il a défriché, épierré, enlevé les mauvaises herbes, bichonné les jeunes plants... Les enfants et les femmes, un peu à l'écart, écoutent religieusement en attendant la danse du *pilou*. Marie-Claude a pris place, naturellement, à côté de « Maman Monica », la protectrice de toute la famille, qui fait preuve d'une remarquable dignité depuis la mort de Wenceslas. On ne peut pas vraiment dire que Marie-Claude ait eu le coup de foudre pour Tiendanite quand elle s'est mariée